

# Tour de France des Objectifs de Développement Durable



Etape zone Ouest  
**MANA**  
27 JUIN 2019

Etape zone Centre littoral  
**CAYENNE**  
28 JUIN 2019



Etape zone Est  
**SAINT-GEORGES**  
25 JUIN 2019

Ensemble,  
pour un territoire durable et solidaire

Avec le soutien de





# Remerciements

**Le Tour de France des ODD en Guyane et ce cahier ont été réalisés :**

**avec l'appui :**

- **Comité 21** : Elsa Charon, Christine Delhayé, Sarah Schönfeld
- **DEAL Guyane** : Isabelle Gergon, Myriam Valdes, Amélie Zwickert
- **ARS** : Agence Régionale de Santé guyanaise sur l'étape de Saint Georges d'Oyapock
- **Kreolsi communication** (Cayenne) : Thierry Maquaire, Stéphanie Marceline, Céline Relut, Erwann Seigneurin
- **LaeviaDesigns** : Sarah Ballesteros

**avec le soutien des collectivités guyanaises :**



**et des partenaires du Tour de France des ODD :**





# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>Saint-Georges de l'Oyapock</b> .....	<b>6</b>
1.1. Commune de Saint-Georges de l'Oyapock.....	8
1.2. !D Santé .....	9
1.3. Association DAAC Guyane .....	11
1.4. CEI St-Georges - DEAL.....	12
1.5. Kudawyada .....	14
1.6. Kwak de Guyane .....	15
1.7. Association Palikur Matap Espérance .....	16
<b>Mana</b> .....	<b>18</b>
2.1. Commune de Mana .....	19
2.2. Parc Naturel Régional de Guyane.....	21
2.3. Maroni Lab.....	22
2.4. Maison Familiale Rurale de Mana.....	24
2.5. Théobroma Cacao de Guyane .....	26
<b>Cayenne</b> .....	<b>28</b>
3.1. ERS - Randy Ngwete.....	30
3.2. Ne Plus Jeter .....	32
3.3. GADEPAM.....	33
3.4. Le Grand Marché Bio .....	35
3.5. Takari - La Fabrique du Dégrad .....	36
<b>Annexes</b> .....	<b>37</b>



## Introduction

La Guyane a accueilli les 25 – 27 et 28 juin 2019 la première étape du Tour de France des Objectifs de développement durable (ODD) dans les Outre-mer, programme initié par le Comité 21 dans toute la France. Adoptés par l'ONU en septembre 2015 ces 17 objectifs universels partagés par presque 200 pays s'adressent à tout le monde, à toutes les échelles, et doivent permettre de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Déclinant l'Agenda 2030, ces objectifs sont interconnectés et ils constituent un tamis pour construire, améliorer et valoriser les politiques et projets d'un territoire. Le Comité 21, convaincu de la performance de cet outil et de l'importance de ces objectifs, a décidé, avec ses partenaires, l'Agence Française de Développement, la Banque des Territoires, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et l'ADEME, d'organiser partout sur le territoire français des journées dédiées à la sensibilisation de l'Agenda 2030.

Aussi, la volonté conjointe de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Guyane (DEAL) et du Comité 21, a permis d'organiser trois sous-étapes du Tour de France des ODD sur le territoire guyanais, avec quatre objectifs principaux pour ces événements :

- Sensibiliser les acteurs des territoires aux 17 ODD de l'Agenda 2030 ;
- Montrer que la Guyane est le terreau de multiples projets durables et solidaires, s'inscrivant ainsi dans ces objectifs ;
- Favoriser les partenariats entre les différents acteurs d'un territoire, permettant ainsi l'émergence de projets transversaux ;
- Mettre en lumière la dimension internationale et le développement transfrontalier de la Guyane.

Le Tour de Guyane s'est décliné en trois journées qui se sont respectivement déroulées à Saint-Georges de l'Oyapock (Est du territoire), Mana (Ouest) et Cayenne (centre littoral). Des participants d'horizons très variés sont venus découvrir les initiatives durables de leur territoire : associations, collectivités, services de l'État, représentants de la société civile, entreprises privées, sphère de l'éducation, représentants des communautés de Guyane, etc.

A chaque étape a eu lieu :

- Une plénière, permettant d'expliquer l'origine de l'Agenda 2030, son contenu, sa puissance transformatrice en tant qu'outil. Cette présentation générale visait à sensibiliser les différents acteurs du territoire aux Objectifs de développement durable via l'intervention de différents acteurs, notamment des prises de parole de représentants politiques locaux, sur des sujets généraux ou thématiques ;



- Un marché aux initiatives, qui a offert l'opportunité aux participants de découvrir les actions locales durables et solidaires de leur territoire sous le prisme des ODD : fabrication de meubles et d'objets divers à partir de matériaux récupérés, projets d'énergies renouvelables, monnaie locale, fabrication artisanale et écologique de cacao, les initiatives étaient nombreuses et variées ! ;
- Des ateliers thématiques ou généralistes, le plus souvent participatifs, permettant de réfléchir ensemble sur une problématique de développement durable particulière propre au territoire, tout en la scannant au prisme des ODD.

Chaque étape a abordé les enjeux de son territoire (Est, Ouest et Centre-littoral) et a pris une forme particulière.

A Saint-Georges de l'Oyapock le 25 juin, l'après-midi s'est focalisé sur les ODD 3 et 17 relatifs à la santé et la coopération transfrontalière, deux enjeux fondamentaux pour cette ville frontière du Brésil. Le Tour de Guyane des ODD s'est adossé à la semaine transfrontalière de la santé qui se déroulait à la même période. Un atelier sur les déterminants sociaux de la santé et les ODD animé par l'Agence Régionale de Santé et l'association ID Santé a permis d'échanger avec les participants brésiliens et guyanais.

A Mana le 27 juin, l'après-midi s'est axée sur la problématique de l'aménagement de la ville et l'habitat spontané avec un atelier animé par Maroni Lab. Les participants ont pu réfléchir à la ville de demain, qui devra faire face à un doublement de la population en 2040 mais aussi respecter une forêt protégée, un fleuve frontière et un parc naturel proche. Les ODD 12 et 15 relatifs à la vie terrestre et la consommation/ production durables ont aussi été des thèmes prégnants de cette étape avec la présentation du projet de miel et de valorisation du palmier d'awara des Kalina d'Awala (une ethnie amérindienne de Guyane) selon les pratiques traditionnelles et ancestrales ou encore la présence des élèves de la Maison Familiale Rurale de Mana.



A Cayenne le 28 juin, trois ateliers ont été proposés aux participants sur différents enjeux clés du Centre-littoral. Ces derniers ont eu la possibilité de travailler avec des agents de la DEAL et de l'Établissement public foncier et d'aménagement de la Guyane sur un quartier de la ville de Cayenne et analyser la manière dont les ODD influent sur l'aménagement. En parallèle, une table ronde sur le lien entre les savoirs traditionnels et les ODD a pu mettre en lumière le fait que les pratiques traditionnelles s'inscrivent complètement dans la notion de développement durable du territoire. Enfin, une troisième table ronde a permis aux participants d'échanger sur la manière dont les entreprises peuvent agir par l'insertion sociale.



Ces trois journées se sont conclues par un moment festif ouvert au public. Un marché durable a été organisé à Saint-Georges de l'Oyapock et à Cayenne avec des stands d'artisanat traditionnel, de promotion de la santé et des produits alimentaires locaux et biologiques. A Mana, le Tour des ODD est venu enrichir le traditionnel marché nocturne de la ville avec une conférence sur les techniques d'agriculture durable, dont l'agroforesterie et la terra preta, animée par deux professeurs de Saint Laurent du Maroni. Ces moments festifs ont permis à tout un chacun de se saisir des ODD et de découvrir les projets durables et solidaires de son territoire.

25 juin  
2019

## Saint-Georges de l'Oyapock

Le 25 juin 2019 s'est déroulée la première journée du Tour des ODD en Guyane, organisée par la DEAL et le Comité 21. Encadrée par Myriam Valdes et Amélie Zwickert (DEAL), ainsi que Sarah Schönfeld, Elsa Charon et Christine Delhaye (Comité 21), cet événement a eu lieu dans la commune de Saint-Georges de l'Oyapock.



La ville de Saint-Georges est située à la frontière du Brésil marquée par le fleuve Oyapock, sur la rive opposée de la commune d'Oyapoque. Pour faire face à des problématiques propres à son territoire telles que l'éducation, la santé, la démographie et le développement agricole, des solutions adaptées ont été mises en place par différents organismes.

### → Présentation(s)

La journée a débuté par la présentation des 17 ODD et de l'Agenda 2030. Un débat s'est ensuite établi entre les intervenants présents : le Comité 21, la DEAL, le Parc Naturel Régional de la Guyane, l'Agence Française de Développement et les différents porteurs de projets. En effet, les ODD sont interconnectés, un travail transversal est donc essentiel pour atteindre ces objectifs. Les participants ont pu constater que 16 ODD sont thématiques, tandis que le 17<sup>e</sup> est davantage un outil méthodologique pour permettre leur mise en œuvre.



Durant cette matinée consacrée justement à la méthode, cinq projets concrets menés sur le territoire, en rapport avec les Objectifs de développement durable, ont été présentés :

- Un bateau ramasseur de déchets le long du fleuve par la mairie de St-Georges ;
- Le projet « Oyapock Coopération Santé » pour un meilleur accès aux soins par l'association ID Santé ;
- Des aménagements routiers anti-pollution du fleuve par la DEAL ;
- Le développement des énergies renouvelables à St-Georges par le Parc Naturel Régional de la Guyane ;
- Les projets d'aide aux agriculteurs par la MFR de Régina ;
- La monnaie locale et complémentaire Kwak, par l'association Kwak Lagwiyann.

## → Santé transfrontalière et ODD

La seconde partie de la journée fut axée sur un échange avec différents acteurs de la santé venus du Brésil, dans le cadre de la semaine transfrontalière de la santé qui se déroulait du 24 au 28 juin 2019 et organisé par l'Agence Régionale de Santé guyanaise.

Le but était d'informer et de travailler en partenariat entre les deux communes frontalières, sur l'ODD n°3, « Bonne santé et bien-être ». Un atelier a été mis en place par l'association ID Santé sur les inégalités sanitaires et principalement d'accès aux soins dans ce secteur frontalier.



Cela a permis de mettre en évidence les principales causes d'inégalités en matière de santé, notamment dues aux déterminants sociaux (images, croyances, normes, valeurs, etc.) car ils guident le comportement, les actions et les interactions sociales de chacun, en fonction de ses représentations et expériences personnelles, et influencent ainsi un état de bonne santé ou de mauvaise santé.

Cette journée s'est clôturée par un marché solidaire destiné au grand public sur la place Romain Garros, sous forme de stands, d'ateliers et d'une exposition d'artisanat amérindien (Palikur).



## 1.1. Commune de Saint-Georges de l'Oyapock

Principal pôle urbain de l'Est, Saint-Georges de l'Oyapock fait partie de la Communauté de Communes de l'Est Guyanais (CCEG), qui compte 6 900 habitants. La densité de la population y est très faible (0,26 habitant/km<sup>2</sup>), et il existe donc une réelle problématique de collecte de déchets, étant donné l'éparpillement de la population le long du fleuve. Par ailleurs, aux extrémités de celui-ci, les communes de Camopi et Ouanary sont accessibles uniquement par pirogue.



Le projet du bateau collecteur de déchets fluviaux et côtiers vient d'une réflexion, voulue par le Maire Georges Elfort, menée sur la base du programme TEPCV (Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte) et validée par la ministre de l'écologie Ségolène Royal en 2016.

C'est en faisant le constat de certaines pratiques de la population que la commune de St-Georges a décidé de mettre en place un bateau collecteur de déchets fluviaux et côtiers. En effet, sur les deux rives de l'Oyapock, une partie des déchets ménagers est jetée directement dans le fleuve et certains autres déchets flottants sont amenés par les pluies depuis les rives.

Le budget alloué à ce projet est de 120 000 euros, financé à la fois sur fonds propres de la mairie à hauteur de 20%, ainsi que 96 000 euros financés dans le cadre du TEPCV, comprenant une étude de faisabilité, la formation de l'équipage, et la construction du bateau. Cela a permis d'augmenter la technicité de certains agents de la mairie de Saint-Georges par la délivrance de permis fluviaux et côtiers. L'embarcation est actuellement en cours d'immatriculation et d'assurance, et sera mise en service fin 2019.



*Bateau dépollueur*

Le bateau dépollueur aura deux fonctions : transporter des bacs poubelle remplis, et ramasser des déchets flottants sur le fleuve. Cette embarcation longera le fleuve en amont à partir du saut Maripa jusqu'à Ouanary en aval. Elle permettra de collecter à moindre coût les déchets, une fois par semaine. Elle aura une capacité de 8 bacs, pouvant contenir en tout 750 litres. L'équipage pourra par ailleurs récupérer les déchets en suspension le long de leur trajet.

Ce bateau permettra également de résoudre le problème de la décharge non homologuée de Ouanary. Les déchets qui y étaient jusqu'alors entreposés illégalement pourront être amenés à Saint-Georges, avant d'être transférés à la décharge des Maringouins à Cayenne, pour y être traités. Cela permettra de réduire les coûts, sachant que la construction et l'entretien d'une décharge homologuée ISDND (Installation de Stockage de Déchets non Dangereux) coûterait très cher à la commune.

Pour la commune, les perspectives de ce projet sont les suivantes : arriver à signer un véritable traité de collaboration avec le Brésil pour que le bateau travaille des deux côtés du fleuve, faire en sorte de créer un équipage mixte Franco-Brazilien, et accompagner son action par une campagne de sensibilisation auprès des habitants.

C'est en travaillant en étroite collaboration avec la CCEG que la commune espère résoudre un certain nombre de défis liés aux déchets sur l'Oyapock, particulièrement sur les écarts, Blondin, Tampack et Trois Palletuviers. Ces villages représentent un peu plus de 250 personnes et n'ont toujours pas de solution pour leurs déchets.

*Informations recueillies auprès du Chef de Cabinet du maire de St-Georges, Antoine LEDUC.*



## 1.2. !D Santé

L'association !Dsanté a été créée en 2016 à Rémire-Montjoly, par des personnes aux compétences variées en santé publique, qui ont eu la volonté d'agir ensemble, et de se mettre au service des autres. L'objectif est d'initier et d'accompagner des projets en vue d'améliorer la santé des habitants d'un territoire, en réduisant les inégalités sociales de santé.



L'association s'est fixée plusieurs missions : gérer, coordonner et évaluer des projets ; organiser et animer des formations pour assister les porteurs de projet et renforcer leurs compétences. Elle met également en œuvre des actions d'éducation et de promotion à la santé, recherche des financements et développe les partenariats avec des associations du Brésil.

Le projet mené sur la zone frontalière entre l'Est Guyanais et l'Etat de l'Amapa au Brésil se nomme *Oyapock Coopération Santé* (OCS). Il a pour objectif de lutter contre le VIH, les grossesses précoces et les violences faites aux femmes, tout en améliorant l'accès aux soins pour les habitants. Il se réalise en partenariat avec le Centre Hospitalier André Rosemon de Cayenne et l'association brésilienne DPAC Fronteira (Association pour le Développement, la Prévention, l'Accompagnement et la Coopération de la frontière Oyapoque-Guyane).



*Noémie Delor, coordinatrice du projet OCS*

Il se décompose en 3 volets :



### 1<sup>er</sup> volet : la prévention combinée pour les personnes atteintes de VIH avec le CHAR de Cayenne

Les patients sont entièrement pris en charge : le dépistage, l'accompagnement et le suivi de la maladie. Sans ce programme, les brésiliens se feraient suivre à Macapa, mais peu de familles ont les moyens de s'y rendre. Une première ligne a été créée pour suivre les patients à Oiapoque avec l'organisation *UBS Nova Esperança* quand leur état se stabilise.



### 2<sup>e</sup> volet : la formation avec !Dsanté

L'association s'occupe surtout de former les acteurs locaux (des professionnels de la santé, des religieux, des professeurs, etc.) afin qu'ils aient des compétences en santé sexuelle et reproductive pour pouvoir sensibiliser la population aux questions sanitaires qui s'y rapportent. L'association monte ensuite des projets avec eux.

Par exemple à St-Georges, cela a permis à une pasteur de sensibiliser les enfants à propos des violences sexuelles, ou encore à une gérante d'un hôtel d'Oiapoque de faire de la prévention à propos de l'intérêt d'utiliser les préservatifs auprès des travailleuses du sexe. De plus, !D Santé a mis en œuvre des cycles de formation en santé sexuelle et reproductive en 2017 et 2018, où une cinquantaine de personnes (animateurs, accompagnants...) ont participé.



### 3<sup>e</sup> volet : centre de soutien social avec DPAC Fronteira

Dans ce volet, l'association DPAC Fronteira s'occupe de la médiation santé pour améliorer la prise en charge des patients, de l'accompagnement des personnes vulnérables et du développement de la prévention en santé sexuelle et reproductive à Oiapoque. Elle a également pour objectif de réduire les discriminations envers les personnes vivant avec le VIH et organise des animations dans les quartiers d'Oiapoque avec les habitants.

Les projets que l'association !D Santé conçoit et/ou pilote reçoivent le soutien financier de l'Agence Française du Développement (AFD), l'Agence Régionale de Santé (ARS), de plusieurs collectivités, du Programme de Coopération Interreg Amazonie, de la Pan American Health Organization, de la Préfecture, du Centre National d'Etudes Spatiales, et de différentes fondations (EDF, Sanofi, Sidaction, ViiV Healthcare).



## 1.3. Association DAAC Guyane

L'association DAAC Guyane (Développement, Animation, Accompagnement, Coopération) a été créée en 2000, à l'initiative des habitants d'un quartier de Rémire-Montjoly, la BP 134, un terrain vague à la périphérie de Cayenne, afin de le rendre habitable. L'association a ensuite pris de l'ampleur, et fait actuellement de la médiation pour l'accès aux droits, notamment pour permettre aux étrangers en situation irrégulière d'avoir accès aux soins, sur l'Île-de-Cayenne et Saint-Georges.



*Stand de sensibilisation au tri sélectif*

La DAAC s'est installée à Saint-Georges en 2009. L'association effectue des heures de permanence dans ses locaux pour l'accès à l'AME (Aide Médicale d'Etat), les titres de séjour, la CAF, la sécurité sociale, en faveur des populations sensibles. Dans le même temps, les médiateurs organisent des rencontres dans les lieux de vie (actions de mobilité), et développent des projets en fonction des besoins. Le weekend, des sorties sont parfois organisées sur les criques (rivières en forêt) afin de favoriser la cohésion sociale.

La particularité de ces médiateurs est leur multiculturalité : amérindiens, haïtiens, brésiliens, guyanais, etc. Ils maîtrisent à la fois leur langue et leur culture, ce qui facilite le travail de mise en relation et de médiation entre ces communautés et les institutions de santé et d'administration. Ils sont au nombre de 11 médiateurs sociaux diplômés et salariés en CDI depuis 2017, et 5 actifs à Saint-Georges.

Divers projets ont été lancés par la DAAC dans la région dont :



**La gestion des déchets** : l'association a signé une convention avec CITEO, éco-organisme agréé en charge du recyclage des emballages ménagers et des papiers graphiques, sur l'année 2019. Cet organisme leur fournit documents et outils pédagogiques permettant à la DAAC de

mettre en place des actions d'accompagnement des habitants pour l'éducation au tri sélectif des déchets, en milieu scolaire, ou tout public lors de manifestations telle que la journée des ODD, tout en faisant du porte-à-porte et des campagnes d'affichage pour se faire connaître du public ;



**La santé transfrontalière « Nova esperança »** : initiée en 2009, elle correspond à la mise en évidence de besoins non couverts en matière de santé transfrontalière. Il s'agissait d'étudier les besoins des populations des deux rives afin d'améliorer leur intégration sur le plan socio-éducatif et sanitaire, tout en renforçant une coopération transfrontalière concrète. Pour cela, la DAAC a également créé l'association DPAC (Desenvolvimento, Prevenção, Acompanhamento e Cooperação de Fronteira) en 2009 sur la ville d'Oiapoque pour avoir un meilleur champ d'action. Elle travaille aujourd'hui avec différentes institutions dont l'Agence Régionale de Santé (ARS), Oyapock Coopération Santé (OCS), le Centre Délocalisé de Prévention et de Soins (CDPS), et surtout sur l'accompagnement des patients, particulièrement ceux atteints du VIH, compte tenu du fait que cette région transfrontalière est très concernée par cette problématique.



**L'action Palu Stop** : réalisée en 2017 et 2018 avec l'ARS, cette action touchait toute la population de St-Georges et alentours, et avait des objectifs de dépistage, d'accompagnement thérapeutique et de prévention. L'équipe de médiateurs de la DAAC a donc accompagné l'équipe médicale sur ce projet.



La petite association est très sollicitée et reçoit des subventions à l'année : 300 000 € reçus de l'ARS, pour permettre le recrutement de deux médiateurs sur Camopi, dans le cadre du projet « *Bien-être des populations de l'intérieur* ». Elle ne peut malheureusement pas trop se projeter à long terme, à moins de maintenir son activité actuelle. Elle subsiste en effet grâce aux subventions de l'ARS, du Ministère de l'Outre-mer, de la Direction Cohésion Sociale (DJSCS), du Développement Social Urbain (DSU), de Sidaction et du FEDER (programme Européen).



## 1.4. CEI St-Georges - DEAL

La mission du CEI (Centres d'Entretien et d'Intervention) de Saint-Georges est la gestion de la portion de la Route Nationale de l'Est, entre le PR (point de repère) 120 à 189 et le poste de douane Police Frontière du pont sur l'Oyapock. Cependant, une infrastructure routière génère des grands impacts sur l'environnement, la faune et la flore, il faut donc réduire autant que possible ces impacts en construisant des aménagements adéquats.



*Roger Jean-Marie Désirée,  
Chef du CEI de Saint-Georges*

Nous pouvons observer trois exemples de notre contribution à la préservation du milieu naturel et de la biodiversité sur la route de l'Est :



### 1<sup>er</sup> exemple : les franchissements des cours d'eau : le pont sur la Comté et le pont de l'Approuague de Régina

Le but de ces ouvrages était d'empêcher les eaux de ruissellement de la chaussée d'aller directement dans le fleuve. En effet, les eaux de trafic sont polluées par des particules (pneus, huiles de moteurs, etc.) et ne doivent pas tomber dans un cours d'eau à proximité au risque de le polluer et d'avoir des conséquences néfastes sur la chaîne alimentaire.

Grâce à cet aménagement, la pluie passe à travers les gouttières, puis à travers les buses, avant d'arriver dans les bassins de décantation. Le trop plein d'eau se réécoulera dans la nature. En cas d'accident à proximité, les éléments pollués s'écoulent dans le bassin. Les vannes sont ouvertes ou fermées pour récupérer de l'eau (ou non), et ont une capacité de 120 m<sup>3</sup>, pour une dimension de 10 m x 100 m. Il y a des périodes de « curage » tous les 5 ans environ pour nettoyer ces bassins, mais cela dépend des accidents qui ont eu lieu dans le périmètre, car le simple passage des véhicules ne génère pas beaucoup de pollution.



Bassin de décantation



### 2<sup>e</sup> exemple : le dispositif de raccordement du rond-point de Saint-Georges de l'Oyapock au pont de l'Oyapock

Ce dispositif est composé de caniveaux où circulent les eaux de chaussée, et qui sont récupérées par quatre bassins du rond-point jusqu'au pont. Ce dispositif a été mis en place comme le veut la loi de 1992 sur l'eau (voir encadré). Ceci permet la séparation des eaux naturelles (dites « de montagne ») avec l'eau des chaussées.



### 3<sup>e</sup> exemple : la protection de la faune à l'aide de couloirs écologiques

La dernière contribution de la DEAL a été l'aménagement de couloirs écologiques, où la forêt passe au-dessus de la route, ce qui constitue un point de passage pour les animaux dans leur milieu de vie naturel. Il y en a 13 au total entre le PR 132 et 189.

Au niveau du budget, il faut compter pas moins de 2 millions d'euros pour des projets comme le pont de la Comté et ses bassins. Ces ouvrages n'ont pas généré d'emplois supplémentaires au sein de la DEAL, mais des appels d'offres ont été effectués auprès des entreprises locales. Pour les perspectives à venir, l'idée est d'ancrer ces critères de protection de l'écosystème à toute future infrastructure routière en Guyane.



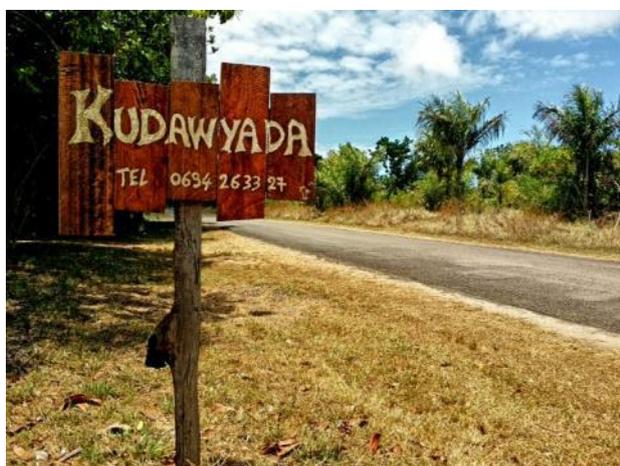
Couloir écologique

*Propos recueillis auprès de Roger Jean-Marie Désirée, Chef du CEI de Saint-Georges.*



## 1.5. Kudawyada

Sylvain Kilinan et Marie-Line Janot tiennent un gîte touristique à Awala-Yalimapo, sur l'embouchure du fleuve Maroni. Plusieurs caribés traditionnels amérindiens accueillent les touristes curieux de découvrir ce village au bord de mer, très apprécié des tortues marines qui viennent y pondre chaque année entre avril et août. En 2015, ils créent l'association Kudawyada afin de valoriser la culture et les savoir-faire amérindiens...



Sylvain est originaire d'Awala. En 2013, il reprend avec sa compagne Marie-Line un gîte déjà connu des amateurs de tortues marines. L'objectif est alors d'en faire une table d'hôte, un site touristique où les visiteurs pourront découvrir les us et coutumes *kali'na*, les savoir-faire, et surtout : la gastronomie. Car le couple aime partager ses créations gustatives, et les confitures de Marie-Line conquièrent à l'unanimité les hôtes du gîte.

Dès 2015 et avec d'autres habitants du village, ils proposent à leurs visiteurs des initiations à la vannerie, à la poterie, à la cuisine et aux arts amérindiens (*Kali'na*). « Pour proposer à nos clients d'autres activités sur Awala, nous avons tout d'abord mis en place des ateliers autour du manioc » explique

Sylvain Kilinan. Ainsi, les gens découvraient le Kasilipo (bouillon de manioc typiquement amérindien que l'on prépare avec du poisson, de la viande, et des galettes de manioc), la fabrication du couac (semoule), ou encore des cassaves (galettes) et de la confiture...

C'est justement ce goût pour les confitures qui va véritablement lancer l'activité « production » de Kudawyada. « Nous avons remarqué que les fruits de palmiers (*wara*) qui tombaient chaque année dans le village n'étaient pas totalement utilisés, et périssaient au sol, attirant toute une foule d'animaux et d'insectes » relate Marie-Line. « Nous avons donc pris l'initiative de récupérer ces fruits de l'awara pour compléter la gamme des produits que nous servions déjà au gîte. » En plus d'un acte de recyclage et de nettoyage de leur site, c'est aussi l'occasion pour le couple de découvrir de nouvelles techniques et saveurs, en menant tout un tas de tests au sein du Pôle Agroalimentaire de Mana.



Comme l'expliquait Sophie Charles, Présidente de la Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG) lors de ces rencontres des ODD : « De nombreux porteurs de projet agro-alimentaires ont été identifiés sur l'Ouest, et une grande partie d'entre eux ont des ressources insuffisantes pour réaliser leur projet. La mise en place d'un 'pôle agroalimentaire' à Mana leur a permis de développer une véritable filière d'agro-transformation avec une production répondant aux exigences qualitatives et sanitaires d'une clientèle en expansion ».

Et les résultats sont au rendez-vous pour Kudawyada. Les premières papilles à en profiter sont celles des clients du gîte, « *qui nous ont incité à aller plus loin* » et à mesure que le couple peaufine ses produits et ses emballages, la reconnaissance arrive. A tel point que les produits de Kudawyada étaient présentés en juin 2019 au Sénat, à Paris, lors d'une séance dédiée aux outre-mer. Sylvain et Marie-Line ont désormais leur réseau de vente sur les marchés de Guyane, et quelques boutiques proposent leurs confitures à la vente à Cayenne et St-Laurent.



Grappes de fruits du palmier « Awara »

« Grâce à notre projet, nous avons pu créer quelques emplois saisonniers dans le village pour assurer la cueillette, et nous attendons d'obtenir des subventions pour acheter du matériel afin de faire la production directement à Awala-Yalimapo. Cela nous permettra à terme de créer d'autres emplois, et par la même occasion de compléter les visites et les ateliers que nous organisons pour le public. »



## 1.6. Kwak de Guyane

L'AKLG (Association Kwak Lagwiyann) a été créée en mars 2015 dans le but de générer une monnaie locale en Guyane, permis par la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire. Les premiers billets de Kwaks, quant à eux, ont été émis en mars 2018.



Un billet de Kwak



Nous nous sommes fixés pour objectif de promouvoir, à travers la création et la gestion d'une monnaie locale, complémentaire et solidaire, une autre manière d'échanger et de consommer. Plus humaine et plus éthique, elle doit permettre aux citoyens de s'approprier les enjeux de l'économie et de la finance à un niveau local.

Il s'agit en effet de relocaliser l'économie et de dynamiser l'activité et l'emploi, tout en encourageant les entreprises et les consommateurs à respecter certaines valeurs écologiques et sociales. Cela permettra de favoriser l'accès de tous à des produits de qualité et à une consommation responsable, en développant la solidarité locale et en créant du lien social autour d'un système de « troc » commun.

Le budget pour monter ce projet a malheureusement été très limité, car l'association n'a pas perçu de subventions, sauf sous la forme de quelques dons. C'est surtout par le biais des adhésions que nous avons pu nous lancer, et nous comptons aujourd'hui environ 120 membres. Les gens confient leur argent à l'association, en échange de la même valeur en Kwak, il faut donc les inclure dans la gouvernance afin qu'ils puissent faire remonter leurs attentes et que les intérêts de chacun soient préservés. Nous voulons les sensibiliser au principe de l'économie circulaire.

Sur nos fonds propres (moins de 2000 €), il a été possible d'imprimer un premier lot de billets de Kwak pour les mettre en circulation dès 2017. Ces billets ont été dessinés par des élèves et des étudiants guyanais. Pour autant, cette monnaie n'a pas pour but de remplacer l'euro, elle permet « seulement » de construire un écosystème financier propre au territoire, ne subissant pas les fluctuations de l'euro. Notons que l'association dispose actuellement d'un fonds en Kwaks d'environ 30 000 équivalents euros.

A long/moyen terme, l'association envisage de développer son réseau d'adhérents afin de couvrir l'ensemble du territoire guyanais, grâce à un noyau dur de membres adhérents, qui feront respecter la Charte de l'association dans chaque commune. Nous souhaitons également professionnaliser l'association en créant davantage de postes. Pour l'heure, grâce au dispositif du volontariat en Service Civique, nous avons pu avoir jusqu'à 3 personnes en activité mais il ne s'agissait pas d'emplois au sens propre.

Il est également prévu de dématérialiser le Kwak afin de rendre son ancrage économique plus durable. Bientôt, le crypto-kwak ?



## 1.7. Association Palikur Matap Espérance

**L'association Palikur Matap Espérance a été créée en avril 2006 au village Espérance de Saint-Georges, présidée par le chef coutumier Roger Labonté. Elle produit et vend des objets d'artisanat amérindiens : des colliers en graines, des huiles pressées à froid et de la vannerie.**



Avec la modernisation de la société, de moins en moins de personnes maîtrisent les techniques ancestrales de fabrication d'objets artisanaux. C'est ce qui a donné naissance à ce projet, dont le but premier est de préserver les traditions. L'association est d'ailleurs la seule à produire des vanneries et des colliers en graine destinés à la vente dans le village Espérance.

Ces modes de fabrication sont durables et utilisent les ressources naturelles de la forêt. En effet, les vanneries amérindiennes sont majoritairement tressées à partir des fibres de plantes (aroumans, awara, comou, etc.), de lianes (sipo) et de nombreuses autres espèces botaniques pour ajouter de la couleur ou attacher les bords, par exemple. Ces objets participent à la vie quotidienne de ces peuples. Ils les utilisent pour la chasse, la pêche, l'agriculture, la cueillette, les cérémonies, le séchage du coton, mais surtout pour transformer le manioc en aliment consommable, notamment lors de la fabrication du couac.



*Atelier de vannerie au village Espérance*

Pour transmettre ces savoirs Palikur à un plus grand nombre, l'association compte actuellement cinq formateurs en tant que salariés. Elle s'est mise à sensibiliser des jeunes collégiens aux techniques de tressage traditionnel de vannerie dans toute la Guyane, ce qui pourra générer des vocations.

Par ailleurs, afin d'apporter une solution au problème de la précarité à Camopi (commune enclavée en amont du fleuve Oyapock), elle fournit à ses habitants des formations de fabrication du couac pour générer de l'emploi. Ainsi, une famille peut produire 150 kg de couac par semaine, en garder 50 pour sa consommation personnelle, et en revendre 100 kg par l'intermédiaire de l'association.

Celle-ci n'a pour autant pas reçu de subventions à sa création, mais a par exemple bénéficié d'une aide de la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) pour des projets ponctuels, comme la formation de 40 étudiants à l'Université de Guyane à ces pratiques pendant 15 jours.



Pour Palikur Matap Espérance, l'objectif à long terme est de réaliser davantage d'actions de ce type en engageant plus de formateurs. Trois femmes du village sont d'ailleurs en cours de formation.



27 juin  
2019

## Mana

La journée des Objectifs de développement durable était organisée à Mana le 27 juin 2019 par la DEAL et le Comité 21, au centre socio-culturel de cette municipalité de l'Ouest guyanais de 10.000 habitants. Etaient présents le maire de Mana (Albéric BENTH), le maire de St-Laurent (Sophie CHARLES), le représentant de la DEAL (Philippe COASNE) et les porteurs de projets invités ainsi que des étudiants et quelques curieux.



Après avoir présenté les 17 Objectifs de développement durable à l'auditoire, le Comité 21 a engagé un échange entre les élus, les représentants de l'Etat et la société civile, tout particulièrement les jeunes. A l'unisson, ceux-ci ont réclamé des responsables politiques qu'ils « *mettent tout en œuvre* » pour offrir la possibilité aux nouvelles générations de s'engager dans la voie du développement durable.

Ainsi, Yvan, 20 ans, a souhaité que l'énergie « verte » soit considérée comme prioritaire pour fournir sa commune en électricité. Samuel, 19 ans, s'est interrogé sur la question de l'urbanisation sauvage, de l'organisation de villes plus en accord avec la nature, jugeant « *centrale* » la question d'un développement durable et respectueux de l'environnement. Agelisa a quant à elle insisté sur l'importance de l'éducation, de la sensibilisation et de la transmission des savoirs ancestraux aux plus jeunes.

“ Nous ne sommes pas tous dans la même pirogue, mais nous allons tous dans la même direction. ”



« *Les jeunes, les enfants, tous ont beaucoup de choses à dire, à proposer. Il faut leur donner les moyens d'être éduqués, et de porter leurs idéaux* », commentait pour sa part un aîné engagé dans le monde associatif. Un constat largement partagé, qui rencontre cependant des difficultés pour être appliqué, tout particulièrement dans l'Ouest guyanais. Le manque de services et d'infrastructures conjugué à une forte croissance démographique justifieraient - selon les participants - un soutien accru à toute initiative de développement durable, qui plus est, pensée localement.

À la suite de ces échanges, cinq projets ont pu être présentés (les actions culturelles de l'association Mama Bobi, les plantes médicinales de la MFR de Mana, les produits à base de fruits de Kudawyada, le chocolat Theobroma et la politique de développement durable de la commune de Mana), avant que l'auditoire soit invité à échanger directement avec eux sur les stands érigés pour l'occasion. Il a été question pour les acteurs et le public de définir quel(s) champ(s) des ODD étaient couverts par les différents projets, et quelles pouvaient être les perspectives pour les populations et les territoires en bénéficiant.



La journée s'est terminée par la présentation d'une étude réalisée par l'association Maroni Lab sur les différentes opportunités d'urbanisation « durable » dans l'ouest guyanais, et sur les outils existants pour impliquer les populations dans la planification et l'organisation de leur territoire. Le soir, sur la place du marché de Mana, les équipes du Tour des ODD ont pu aller à la rencontre de la population. Une conférence sur les techniques d'agroforesterie et de « terra preta » ainsi qu'une démonstration de danses locales ont clôturé la soirée.

## 2.1. Commune de Mana

**Lors de la journée consacrée aux Objectifs de développement durable à Mana le 27 juin 2019, la mairie de Mana endossait à la fois le costume de ville d'accueil et de porteur de projet. En effet, avec une croissance démographique de plus de 16% en 5 ans\*, Mana est une ville en pleine croissance, et les enjeux du développement durable sont de taille pour cette commune connue pendant longtemps pour sa production rizicole, aujourd'hui laissée à l'abandon.**



Le Maire, M. Albéric Benth, était interpellé par plusieurs jeunes mananais lors de cette journée d'échanges autour des Objectifs de développement durable (ODD) : « *Les élus doivent tenir leurs promesses* » ; « *Avec notre Histoire et la nature qui nous entoure, nous avons la possibilité de devenir un exemple en Guyane en mettant en œuvre notre propre développement durable* » ; « *Les associations ont besoin d'être davantage accompagnées* »... Autant de remarques qui ont donné à l' élu l'occasion de présenter sa vision des ODD et les actions menées par sa ville en faveur du développement durable.

*« A Mana, nous avons engagé plusieurs chantiers totalement ancrés dans le développement durable : l'éclairage public (panneaux solaires et LED), création d'une lagune aérée pour traiter les eaux usées de manière naturelle, installation de plusieurs centrales photovoltaïques et de 'micro-hydrolien' au fil de l'eau... Et ça n'est qu'un début. Nous voulons faire de notre ville un territoire à énergie positive.*



\*En 2016, la commune comptait 10 566 habitants, en augmentation de 16,35 % par rapport à 2011 (source INSEE).

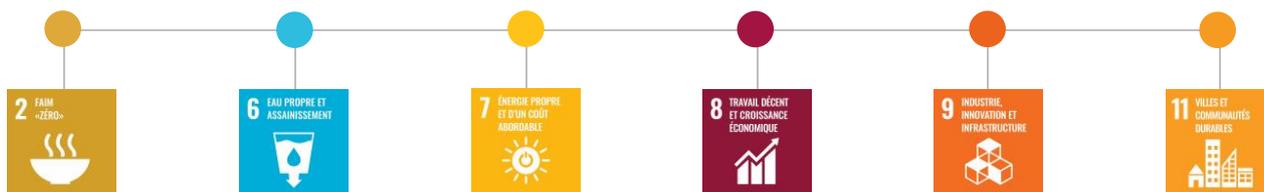
Nous sommes en phase de révision de notre PLU, et dans ce cadre, nous avons axé une grande part de celui-ci sur les énergies renouvelables, et sur une utilisation durable de nos terres. Car Mana est aussi une importante commune agricole en Guyane. La première en termes de quantités vendues, grâce aux producteurs de Javouhey. Nous avons un rôle à jouer pour consolider cette place, en accompagnant les agriculteurs dans des pratiques toujours plus durables, et en phase avec les méthodes 'traditionnelles' qu'employaient nos aïeux.



En cela, la journée dédiée aux ODD, est une très bonne initiative. Nous devons de plus en plus sensibiliser les jeunes sur la question environnementale. Pourtant, nous avons pu constater qu'ils sont déjà très impliqués, et que leurs propositions sont cohérentes et bien orientées... Il serait intéressant que dans les 5-10 ans à venir, tous les projets (communaux, associatifs) puissent intégrer un ou plusieurs ODD.

Il faut aller vers toujours plus de développement durable. C'est une « pratique » qui crée des emplois dans des métiers innovants, ou bien dans des métiers qui existaient jadis et qui reviennent à la mode. Les jeunes doivent aller vers ces nouveaux métiers, et porter leurs projets au plus haut, pour eux-mêmes, pour leur territoire, et pour la planète.

Avec le renforcement de la présence des services de l'Etat et de la CCOG dans l'Ouest et à Mana, nous espérons pouvoir accompagner davantage de porteurs de projets et faire de Mana une commune à la pointe du développement durable. »



## 2.2. Parc Naturel Régional de Guyane

Le PNRG est une institution départementale publique depuis 2001 chargée de réaliser des actions de développement durable dans 6 communes : Mana, Sinnamary, Iracoubo, Roura, Saint-Georges et Ouanary. Les actions du PNRG se basent sur une charte qui définit un programme d'actions de développement durable, rédigé et adopté par les collectivités locales (communes, département, région), et s'inscrivent sur 4 axes :

1. **Préservation des ressources naturelles**
2. **Aménagement durable du territoire**
3. **Réalisation d'actions de développement économique et social**
4. **Animation du territoire (réunions d'informations pour les habitants du PNRG, organisation de salons, foires).**



*Pascal Giffard, Directeur adjoint du PNRG*

Sur l'Est guyanais, différents projets de développement économique et d'aménagement du territoire établis sur les énergies renouvelables, se sont effectués grâce à un Programme National dénommé : « Territoire à énergies positives pour la croissance verte » (TEPCV). Il est issu de la loi de 2015 sur la transition énergétique pour la croissance verte, pour lequel le PNRG a été labellisé.

Le premier projet a été la réalisation d'installations de lampadaires photovoltaïques dans les communes de Roura (au village Favard) et de Saint-Georges de l'Oyapock (aux Trois Palétuviers). Ces installations devaient se trouver sur des zones dépourvues d'éclairage public, de manière à diminuer les inégalités. L'enveloppe globale s'élève à 100 000 €, financé par l'Etat, et le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional).



*Borne électrique au village de Cacao*

La deuxième réalisation a été l'acquisition de véhicules propres tels que des voitures électriques et hybrides, ainsi que l'installation de bornes de recharges électriques pour les agents du PNRG et les administrations publiques qui possèdent des véhicules électriques. Il y en a actuellement deux à Cayenne, à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Guyane et au siège du PNRG, et une à Cacao, raccordée aux panneaux solaires situés sur le toit du bâtiment du PNRG. La commune de Sinnamary en est également pourvue et une nouvelle borne sera installée prochainement à Iracoubo. Une enveloppe de 150 000 € a été allouée au projet.

Le troisième projet sur l'Est était l'installation d'un générateur photovoltaïque dans une école élémentaire *Les Citronniers* de Cacao, labellisée éco-école. Les panneaux solaires ont été installés sur la toiture de l'établissement, et le surplus produit est réinjecté dans le réseau électrique EDF. C'est donc un bâtiment à énergie positive : la facture d'électricité a été divisée par deux. Ce chantier a également été financé par le FEDER et l'Etat à hauteur de 100 000 €.



Eco-école Les Citronniers au village de Cacao

Les actions prévues pour ces prochaines années sur les énergies renouvelables sont la poursuite d'installation de lampadaires solaires dans les villages et quartiers isolés, sur les communes de Mana et de Saint-Georges à travers un autre programme nommé DSIL (Dotation de Soutien à l'Innovation Locale), subventionné par l'Etat. Les deux mairies sont les maîtres d'ouvrage de ces opérations et le PNRG reste en appui pour le montage du dossier de subventions.



## 2.3. Maroni Lab

Lors de la journée consacrée aux Objectifs de développement durable à Mana le 27 juin 2019, l'association Maroni Lab a présenté une réflexion sur les possibilités d'une urbanisation durable, alternative et citoyenne dans le bassin du Maroni. Installés à St-Laurent depuis 2017, il défend l'idée d'une ville conçue par et pour ses habitants, pour que ceux-ci puissent être acteurs des transformations de leur territoire.



C'est en 2017 que l'Etablissement Public Foncier d'Aménagement de la Guyane (EPFA) et la commune de St-Laurent imaginent le Maroni Lab, « un laboratoire d'expérimentations urbaines capable d'animer une réflexion et mener des actions inclusives pour le développement urbain de Saint-Laurent du Maroni et son bassin de vie. » Il est né d'une concertation lors d'ateliers internationaux de maîtrise d'œuvre urbaine organisés en mai 2016 dans la capitale de l'Ouest.

En janvier 2017, l'association est créée, et en avril de la même année, le projet Maroni Lab est labellisé « démonstrateur industriel pour la ville durable » par les ministères de la Transition écologique et solidaire et de la Cohésion des territoires.

Donnons la parole à Joana Olier, directrice de ce laboratoire un peu particulier :

« Nous sommes une structure hybride indépendante, transfrontalière, permanente et... associative. Nous nous inscrivons dans les priorités adoptées lors de la conférence Habitat III de l'ONU à Quito (droit au logement, transition écologique et énergétique, urbanisme démocratique et citoyen). Notre objectif est de décloisonner les relations entre les acteurs urbains, et de soutenir les initiatives des habitants en lien avec l'Objectif de développement durable n°11 : aller vers des villes et communautés durables.



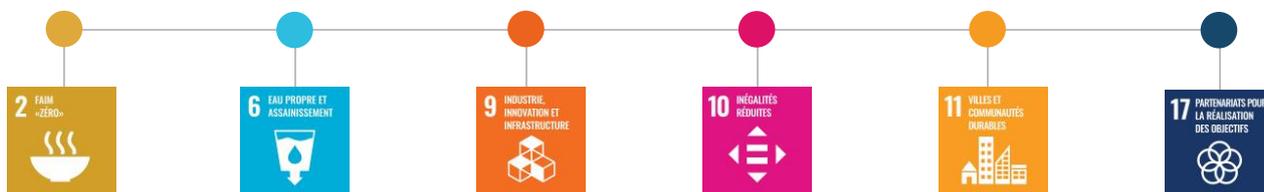
Pour ce faire, nous menons des études de terrain afin de déterminer les opportunités qui se présentent sur le bassin du Maroni. C'est un secteur où les habitations de fortune posent problème, puisqu'elles représentent environ 60% du bâti total. En matière d'hygiène, de santé, de conditions de vie, d'éducation ou de services publics, cette urbanisation spontanée mérite que le politique s'y attarde.

Contrairement aux idées reçues, plus de 65% des personnes présentes dans ces quartiers spontanés sont en situation régulière. De plus, leur activité participe (même de manière informelle) à la vie économique des centres urbains. Il y a donc besoin de prendre ces populations en compte, de déconstruire ces idées reçues, et de penser aux générations à venir. Car la Guyane est confrontée à un important déficit de logements, et la croissance démographique y étant très importante, la question de l'urbanisation demeure centrale pour préparer l'avenir du territoire.

Ainsi, avec le Maroni Lab, nous avons pu identifier certaines pratiques, certaines solutions légales à mettre en œuvre pour améliorer les conditions de logement des plus fragiles. Outre le « droit d'usage » permettant aux communautés d'occuper un terrain légalement, ou la location de terrains à 30 ou 40% moins chers par l'intermédiaire d'organismes fonciers solidaires, les questions de la réhabilitation voire de la régularisation peuvent se poser.

Les pouvoirs publics et les bailleurs proposent le plus souvent de bâtir du neuf pour loger ces populations, mais plusieurs méthodes existent et permettent aux habitants de participer eux-mêmes à la réhabilitation de leur quartier et de leur domicile : les Logements Evolutifs Sociaux (LES), l'auto-construction à partir d'un module de base (kit salle de bain, raccordement aux réseaux) qui réponde aux normes en vigueur... Plus du tiers des personnes interrogées dans ces quartiers seraient prêtes à investir pour réhabiliter et conserver leur domicile.

Pour cela, il faut une volonté politique, et une acceptation de la part des populations concernées. C'est le travail que le Maroni Lab souhaite réaliser dans les mois et années à venir. »



## 2.4. Maison Familiale Rurale de Mana

La Maison Familiale Rurale « Luc Georges » de Mana est l'une des trois structures de ce type existant en Guyane (avec Régina et Apatou). Créée en 2002, cet institut de formation privé associatif est le premier de son genre en Guyane, et dispense des enseignements technologiques et professionnels dans les domaines de l'agriculture et des services à la personne (sanitaire et social). A l'occasion de l'étape du Tour des ODD à Mana, les élèves de 1<sup>ère</sup> année ont présenté un projet sur les plantes médicinales de Guyane.



L'objectif pour les élèves est de « faire connaître les plantes médicinales de Guyane. Nous sommes nous-mêmes issus des populations amérindiennes ou bushinengue\* qui les utilisent depuis de nombreuses générations » explique ainsi Kettia. « Nous avons conscience que l'être humain a pu survivre en Amazonie grâce aux remèdes que la nature a mis à sa disposition. Ce serait dommage de ne pas les faire connaître au plus grand nombre ! »

Pour Roberto, « la biodiversité guyanaise est vaste, et il y a beaucoup de plantes qui mériteraient que l'on s'attarde un peu sur leurs propriétés médicinales. Nos grands-parents les utilisaient quotidiennement pour garder la santé, et nous avons perdu ces bonnes pratiques. Il est de notre devoir de transmettre ce savoir, et de le valoriser auprès des plus jeunes. »

Entrant ainsi dans le cadre des ODD n°3 (santé), n°12 (production et consommation responsables) et n°15 (vie terrestre), les élèves ont présenté au public des panneaux (réalisés en binôme) sur lesquels sont décrits les différents végétaux qu'ils ont pu étudier les mois précédents. « Nous sommes allés voir les anciens, les gangans, pour qu'ils nous parlent de leurs techniques, de leurs connaissances » poursuit Kettia. « Après quoi nous sommes allés sur le terrain pour reconnaître et cueillir les plantes que nous avons ciblées, avant de les mettre en culture au sein du jardin botanique de la MFR. »

Au terme de ce projet, les jeunes comptent exposer leurs panneaux dans les établissements scolaires de Mana, et partager leurs découvertes et leur « tout nouveau » savoir-faire avec les plus jeunes. A noter que leurs cultures servent à produire des confitures, jus locaux et infusions qui sont ensuite revendus sur le marché pour financer les autres projets des étudiants.

\* Bushinengue : Noirs-Marrons qui se sont échappés de leur condition d'esclaves et se sont installés sur les rives du Maroni.



### La MFR : une formation pratique

« La particularité de notre enseignement est d'appuyer la formation théorique sur des expériences concrètes vécues dans l'entreprise, de favoriser l'ouverture d'esprit par de nombreux stages et visites d'études. L'association est engagée dans le développement de son territoire, à travers toute activité à caractère éducatif, social, sportif, culturel, familial et d'insertion. Les parents sont invités à prendre des responsabilités au sein de l'association et à participer à l'éducation de leur enfant. »

## Quelques plantes médicinales de Guyane



**Médecinier *Jatropha* (*Gossypifolia*)** : cet insecticide naturel a d'autres propriétés médicinales qui lui ont valu son nom (antidiabétique, antigrippal, vermifuge), il est également utilisé pour cicatriser les plaies et les verrues. Pour ce faire, on récupère les graines, que l'on pile pour en faire une huile qui sera appliquée ensuite sur la peau.



**Thé pays** : on le trouve dans de nombreux jardins familiaux créoles, qui l'utilisent contre la diarrhée, les bronchites, et pour faciliter la digestion.



**Groseille pays** : cette plante originaire d'Afrique est très appréciée dans le bassin caribéen pour ses propriétés désaltérantes, diurétiques et sudorifiques. Préparée en sirop, elle est ensuite mélangée à de l'eau, ou peut également être utilisée dans confiture et gâteaux.



**Aloès Vera** : très connue pour ses vertus hydratantes et cicatrisantes. Utile pour soulager les brûlures, et selon la médecine traditionnelle pour atténuer les douleurs d'estomac, les ulcères.



**Sensitive (*Mimosa pudica*)** : originaire d'Amérique du Sud, la décoction qui en est tirée est utilisée pour les douleurs liées à la grossesse et aux menstruations.



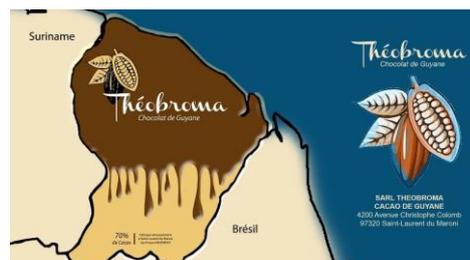
## 2.5. Théobroma Cacao de Guyane

Drupa Angénieux vit à St-Laurent du Maroni. Après avoir été infirmière en métropole pendant près de 15 ans, elle crée en 2014 sa société Théobroma Cacao de Guyane, « De l'arbre à la tablette » et se lance dans une aventure agricole faite de passion et de saveurs chocolatées. Forte de la réussite de son projet, elle est venue présenter ses produits et son parcours lors de l'étape du Tour des ODD à Mana.



“ Je soigne et j'éduque avec le chocolat! ”

« Je suis née au Guyana dans une famille qui cultivait des vergers, dans lesquels j'ai grandi et me suis familiarisée avec les cycles de la nature » explique la cheffe d'entreprise. « Je suis arrivée à St-Laurent à l'âge de 7 ans, j'ai ensuite poursuivi mes études et travaillé en métropole pendant 14 ans avant de revenir m'installer en Guyane en tant qu'infirmière scolaire. J'ai décidé de me relancer dans les études et c'est en suivant ma formation agricole à la MFR de Mana que j'ai eu un coup de cœur avec la cabosse de cacao. »



Soutenue par sa famille et les agriculteurs des environs, Dupra part se former dans un centre de recherche sur le cacao à Trinidad. A son retour, elle s'engage dans un projet qui lui semble innovant pour le territoire, et qui pourtant, elle s'en rend compte au fil des recherches et des rencontres, a déjà existé en Guyane. « J'ai découvert qu'il existait tout un savoir-faire documenté, des machines, et d'anciens sites de culture du cacao (et du cupuaçu) dans l'Ouest. Je me suis donc dit que c'était l'opportunité de poser de nouvelles bases à cette culture et de développer un produit fini local et de qualité. »



Aujourd'hui, la société Theobroma emploie Soraya, une jeune femme motivée par cette aventure originale, qui se prépare à suivre une formation de chocolatier hors de la Guyane. « L'objectif est de perfectionner nos produits, de valoriser notre patrimoine, notre biodiversité et de nouvelles techniques 'locales'. Nous faisons des chocolats originaux, aux saveurs de notre forêt, à partir de fèves de cacao que nous récoltons sur les rives de la Mana. (...) Nous réalisons toutes les étapes qui permettent de passer de la fève à ce chocolat fondant en bouche : fermentation, torréfaction, broyage, décorticage... »

La production du cacao se fait en sous-bois, sur des terrains sauvages où Drupa peut réaliser la cueillette des cabosses. Car pour le moment, « il est difficile de trouver du foncier adéquat, et l'achat de matériel (en import) demande d'importants financements. Mais l'entreprise se développe, nous avons bon espoir d'avoir notre propre exploitation, nos machines, et de produire véritablement notre propre cacao. » Déjà, la réutilisation des résidus (déchets organiques) est envisagée pour les centrales biomasses qui sont en projet en Guyane. Dupra souhaite cependant que son activité reste artisanale.



S'ajoute à cette volonté de bien faire, l'envie de partager son savoir, et les richesses de son territoire. « *Dans ma carrière scolaire, j'ai été alarmée par l'incapacité des élèves à connaître la biodiversité qui les entoure. J'ai donc voulu partager mes connaissances, mes découvertes, avec les gens qui vivent ici. Nous organisons des visites pour les scolaires, pour les curieux, afin que les jeunes s'approprient cette richesse naturelle et prennent conscience de son importance et de tout ce qu'elle nous offre.* »



### Le saviez-vous ?

Les Mayas, premiers occupants d'Amérique centrale en firent un breuvage rituel pour vénérer les dieux qu'ils appelèrent « chacau haa ». Les vertus thérapeutiques du beurre de cacao étaient alors connues à la fois comme baume pour cicatriser les gerçures et brûlures, pour se protéger des ardeurs du soleil ou soigner le foie et les poumons, et comme remède préventif contre les morsures de serpent. Au XVIIIe siècle, les médecins anglais le prescrivaient pour traiter la tuberculose. Mais avec les progrès de la science, il est rapidement passé d'aliment-soigneur à aliment-plaisir, en conservant toutefois ses atouts santé.

28 juin  
2019

## Cayenne

Cette troisième et dernière étape du tour des ODD de Guyane organisée par la DEAL et le Comité 21 s'est déroulée à Cayenne à l'hôtel de la CTG (Collectivité Territoriale de Guyane) le 28 juin 2019. Elle a démarré sur une note conviviale par un petit déjeuner afin d'accueillir tous les participants, avant d'entamer le programme.



### Ouverture

Hélène Sirder, vice-présidente de la CTG a reçu les membres de la DEAL, du Comité 21 et les participants dans ses locaux pour une matinée de présentation des ODD ainsi que des porteurs de projets s'inscrivant dans le cadre de l'Agenda 2030, qui s'est rapidement transformé en débat d'idées autour de ces objectifs.



Ce moment d'échange conduit par Sarah Schönfeld, directrice du Comité 21, Christine Delhaye, responsable de la communication, et Elsa Charon, responsable Territoires durables, a permis de sensibiliser les participants aux 17 Objectifs de Développement Durable, et de soulever quelques interrogations majeures concernant l'implication des ODD au niveau local (par exemple sur les enjeux de sécurité routière en Guyane, territoire considéré comme « une morgue du déplacement », et sur les moyens mis en place pour sensibiliser les usagers et faire respecter les nouvelles réglementations).



Cette étape du Centre guyanais a permis de mettre en avant neuf porteurs de projet, chacun s'inscrivant dans un ou plusieurs ODD :

- Gadé pam
- Takari mobilier
- Ne plus jeter
- Le Comité régional Sport pour Tous
- Le Grand marché bio
- Panakuh et le réseau des savoir-faire de la forêt
- ERS
- BGE Guyane
- PNRG



A la suite de cette séance de présentation, la CTG a procédé à l'ouverture du marché des initiatives durant lequel les porteurs de projets ont pu échanger avec le public présent et répondre à leurs questions. Pour clôturer cette matinée, Fabien Sublet du Grand Marché Bio et nutritionniste a proposé de déguster ses produits dans le cadre d'un buffet déjeunatoire bio et constitué de produits locaux. Ces produits étaient eux-mêmes conditionnés dans des emballages réutilisables et biodégradables, dans le but de sensibiliser à adopter une démarche éco-responsable, tout en incitant à adopter une alimentation saine.

## Ateliers

Pendant la deuxième partie de la journée, des ateliers participatifs et réflexifs se sont tenus sur divers thèmes. L'objectif était d'apporter des solutions durables aux problématiques du territoire guyanais, à moyen ou long terme.

Le premier atelier portait sur l'aménagement durable d'un quartier : Tigre-Maringouins. Il s'agissait d'étudier les conditions de vie, l'environnement et d'évoquer les spécificités du quartier pour proposer des réponses susceptibles d'améliorer le quotidien des habitants.



L'atelier « Savoirs traditionnels et ODD » a quant à lui soulevé la question de la préservation de la culture et du patrimoine dans les pratiques du quotidien et dans l'industrie. Comment valoriser les produits locaux en respectant le patrimoine culturel ? Quels sont les impacts sociaux, écologiques et économiques pour la Guyane ?

La dernière table ronde avait pour thème « *insertion sociale et entreprise* ». Elle portait sur la création et la pérennisation de l'emploi en Guyane. La lutte contre le chômage est en effet compatible avec les objectifs 4, 8 et 9 des ODD. Il s'agissait de proposer des idées qui permettraient de solutionner le marché de l'emploi en Guyane.



## Restitution de la journée

Le Tour de Guyane des ODD s'est achevé par une restitution au sein de l'hémicycle de l'assemblée territoriale en présence du Préfet de région, afin de rassembler et mettre en perspective les idées et solutions évoquées tout au long de cette journée.

Mme Sirder a félicité cette initiative : « *Ce sont des politiques de proximité, des politiques locales que nous devons mener. Il faut permettre aux collectivités, aux citoyens, aux particuliers et aux entreprises d'accaparer cette notion de développement durable. Il est bien de souligner qu'elle ne concerne pas que l'environnement* ». La CTG et la préfecture se sont engagées à mettre en place une feuille de route du développement durable à horizon 2030.



La journée s'est achevée dans une ambiance conviviale sur le marché des initiatives durables, avec des stands de produits de l'artisanat local.

### 3.1. ERS - Randy Ngwete

**A l'issue de son cursus en électronique au sein du lycée technique Michotte à Cayenne, Randy Ngwete décide de mettre à disposition son savoir-faire en devenant entrepreneur : « Comme tout le monde, après les études il fallait trouver un emploi, ce qui peut s'avérer être un parcours périlleux. Il n'était pas question pour moi d'être inactif, je me suis donc dit qu'il fallait me créer mon emploi, c'est ainsi que l'aventure ERS a commencé. »**



ERS dispose depuis 3 ans d'un magasin situé à Cayenne dans lequel sont récoltés les appareils d'électroménagers et autres déchets électroniques de particuliers afin qu'ils y soient réparés puis revendus. La lutte contre le gaspillage est l'un des moteurs principaux de la fondation d'ERS. « C'est un projet qui n'a pas demandé un investissement financier conséquent, ni de grandes aides. Il s'agissait surtout pour moi de mettre directement à disposition des particuliers mes acquis et mon savoir-faire. » Au fil des ans, la demande et le besoin se sont fait de plus en plus importants, devenir mobile et pouvoir servir dans d'autres communes est devenu une nécessité et une nouvelle motivation pour Randy.

La Clinick de l'électro est une petite caravane équipée qui se déplacera de commune en commune pour ramasser et réparer les appareils usagés. L'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et la CACL (Communauté d'agglomération du Centre Littoral) ont contribué au développement de ce projet qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les déchets, le gaspillage et les décharges sauvages.



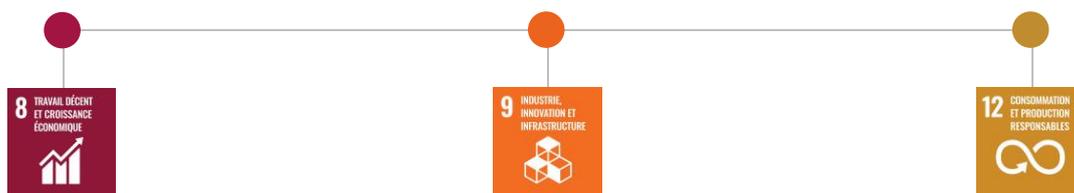
## “ L’avenir c’est l’électronique ”

« Recycler est un geste écocitoyen, il est important de sensibiliser la population à cette pratique, c’est un réflexe que tous les foyers doivent adopter. A l’heure de la société de consommation de masse, nous avons le mauvais réflexe de jeter nos appareils à la première panne rencontrée. La mission d’ERS, c’est de prouver que nos objets peuvent avoir une seconde vie, qu’il est tout aussi simple de donner que de jeter et si possible, de pouvoir en faire bénéficier à ceux qui en ont besoin. »



Sur le long terme Randy aspire à créer une structure de réinsertion afin que des jeunes sans emploi et sans qualification puissent venir s’y former et apprendre le métier. Ils bénéficieront de contrats de qualification, de stages et de formations qui leur offriront des débouchés, ce qui permettrait de générer de l’emploi ainsi que de développer le marché local de la réparation.

Randy Ngwete est fier de son œuvre, et compte bien donner envie aux plus jeunes de reprendre le flambeau : « C’est une adrénaline constante, un challenge formidable, une expérience des plus excitantes qu’une personne puisse vivre. J’encourage tous ceux qui ont cette “flamme” d’aller au bout de leurs rêves. »



## 3.2. Ne Plus Jeter

L'aventure Ne plus jeter a débuté en 2004, autour du traitement et de la valorisation des déchets. Elle se concentrait essentiellement sur le ramassage de piles et les *mayouris* (actions communes ancrées dans la tradition guyanaise pour nettoyer un quartier, une plage). La demande de textile se faisant de plus en plus importante, créer une structure pouvant les collecter sur le principe du bénévolat, fut une continuité logique.



Un nouveau chantier d'insertion entièrement axé autour du vêtement a été mis en place. Le textile représentant 80% des dons reçus, 90% du développement de l'activité se fait grâce aux donateurs. Les moyens de stockage étant pour le moment limités, la collecte de textile ne peut pas se déployer comme le souhaiteraient les membres de l'association.

« Nous avons 10 salariés en production inscrits dans ce programme d'insertion qui suivent un accompagnement en vue de trouver un emploi ou une formation. Ce parcours s'inscrit dans une durée limitée d'environ 6 mois à 1 an. Notre objectif est de pouvoir embaucher au moins deux salariés et de pérenniser leur contrat » explique Bénédicte Delabarre, chargée de développement du projet.

Les salariés de l'atelier d'insertion « Vêti Recycl' » traitent tout ce qu'ils reçoivent. Ils procèdent à un écrémage et transforment les vêtements qui ne peuvent être mis en boutique en d'autres objets tels que des trousseaux, tabliers et sacs, leur offrant ainsi une nouvelle vie. Les vêtements en état sont pesés et placés en rayon au sein de la boutique associative. Les éléments inutilisables sont quant à eux mis en benne puis récupérés par les services de la collectivité.

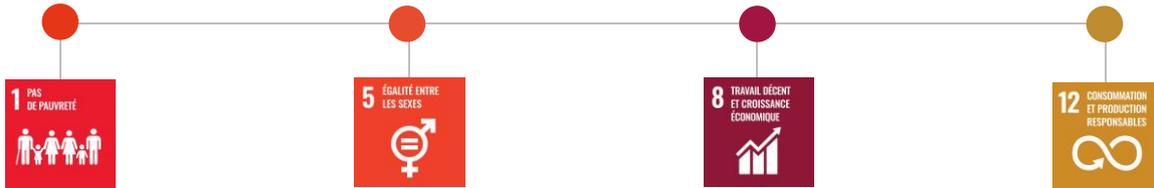
La boutique de Ne Plus Jeter est située à proximité d'un quartier défavorisé de Cayenne, et s'adresse donc tout particulièrement aux foyers à faibles revenus. Les produits se voient attribuer une valeur symbolique allant de 1€ à 15€ avant d'être placés en rayons.

« Nous projetons d'implanter des boutiques dans les quartiers prioritaires notamment Cogneau et Macouria et pourquoi pas, aller plus loin, Saint-Georges de l'Oyapock et Saint-Laurent du Maroni (villes aux frontières de la Guyane, NDLR). Ces stratégies associatives nécessitent d'avoir un financement et une aide logistique. Nos partenaires l'ARS (pour les *mayouris*), la CACL (recyclage, traitement et valorisation), la CTG (pour les accompagnements sociaux et de professionnalisation) ainsi que la ville de Cayenne nous aide à mener à bien et développer nos missions. L'idéal serait dans le futur de ne plus avoir à solliciter d'aides et d'être autonomes. Le chiffre d'affaire généré par la boutique est réinjecté dans des actions de sensibilisation et permet de payer les employés. »





En restant dans une dynamique de développement durable, l'association s'attèle petit à petit à l'amélioration de conditions de travail de ses salariés afin d'offrir une expérience optimale à ses bénéficiaires. L'égalité entre les sexes est l'un des principaux points soulevés : « *La manutention est certes plus légère que d'autres métiers, mais elle demeure très physique contrairement à l'idée que l'on pourrait s'en faire. Une équipe plus homogène permettrait une meilleure répartition et gestion des tâches.* » souligne Bénédicte.



### 3.3. GADEPAM

Créée en 2002, l'association GADEPAM visait initialement à valoriser les produits naturels et plantes médicinales en Guyane. Après avoir constaté que l'enjeu autour de la valorisation de l'artisanat disparaissait peu à peu sur le littoral et dans les villages, l'association décide de s'ouvrir à l'artisanat traditionnel et de proposer la vente des productions locales dans ses boutiques.



“ GADEPAM a une charte éthique de grands principes généraux qu'on essaie de valoriser à l'échelle locale pour aller dans le sens durable. ”



« *L'association ne fait aucun bénéfice. Tout est fabriqué en Guyane pour préserver un patrimoine culturel et matériel ainsi qu'aider les artisans à avoir des débouchés économiques, dans le domaine de l'économie sociale et solidaire* » explique Marie Fleury la Présidente de GADEPAM. La première boutique ouvre en 2006, ses actions font vivre l'association et permet aux artisans d'avoir une meilleure visibilité face à leur clientèle. Mais au-delà de son action économique et sociale, Gadepam s'inscrit pleinement dans une démarche écologique.

« J'ai vécu chez les amérindiens et noirs marrons » détaille Marie, « les valeurs traditionnelles se perdent petit à petit, l'utilisation du plastique y est importante. Le fleuve est devenu un dépôt à plastique, c'est une catastrophe ! ». C'est la raison pour laquelle chez Gadepam, « nous avons pour politique de n'utiliser que des produits locaux et d'être acteurs dans la diminution de tout ce qui participe à l'effet de serre. Nous avons donc lancé l'opération 'suppression du plastique', et vendons donc des produits réalisés à partir de Calebasses qui ne génèrent pas de déchets. »

Les produits de la boutique sont 100% végétaux, tout vient de la nature et des savoir-faire locaux en vue de développer l'économie locale.

GADEPAM gagne entièrement sa place au sein des ODD du fait de son implication dans le développement durable et la protection de l'environnement. « Nous voudrions que sur le long terme nous puissions fabriquer suffisamment d'objets pour que la population prenne l'habitude de ne plus utiliser des sachets plastique. Il faut éveiller les consciences des personnes pour lutter contre le réchauffement climatique et trouver des solutions locales, communiquer massivement. Les gens n'ont pas conscience qu'il s'agit d'un problème mondial et que nous atteignons un point de non-retour, le plastique étouffe la planète. »

L'association poursuit sa démarche écologique et responsable en participant tous les 2 ans à un colloque autour de la thématique des plantes médicinales avec des associations partenaires équivalentes de Martinique, Guadeloupe, Réunion, Tahiti et Nouvelle-Calédonie : « Il s'agit d'un travail collectif. Le site [www.cipam-outremer.com](http://www.cipam-outremer.com) contient de la documentation sur les anciens colloques aidant ainsi à trouver des aspects réglementaires. Nous avons pour ambition de créer du lien entre la recherche et la société publique, et les artisans locaux afin de stimuler les initiatives, sensibiliser le public et les acheteurs responsables. »

Gadepam a créé « la Maison de l'artisanat traditionnel et des produits naturels » à Cayenne en 2012, où il est possible de découvrir les savoir-faire amérindiens et bushinengue, d'acheter les créations des artisans locaux, et de participer à leurs côtés à des « ateliers solidaires » d'initiation aux différentes techniques traditionnelles. L'occasion là encore de sensibiliser la clientèle aux questions écologiques et sociales.



## 3.4. Le Grand Marché Bio

Le Grand Marché Bio est un magasin situé à la zone Collery, il propose un large panel de produits écologiques et biologiques. Il a pour atout d'être également un magasin producteur. Fabien Sublet, cocréateur, pharmacien de formation et nutritionniste détaille l'activité du GMB : « *notre structure travaille en étroite collaboration avec des producteurs locaux aussi bien agriculteurs qu'éleveurs. Nous mettons un point d'honneur à pouvoir fournir à notre clientèle des produits 100% naturels, locaux et neutres pour l'environnement. Il en est de même avec les produits importés. Nous tenons surtout à rester engagés dans un cheminement purement écologique.* »



Tout le fonctionnement du Grand Marché Bio est ancré dans une démarche éco-responsable. Le challenge, ici, est d'inciter le consommateur à considérer son environnement, en consommant le moins de produits industriels, en utilisant le moins de plastique possible, et en jetant moins. « *Ce sont des habitudes à prendre pour soi, pour les autres. Puis en favorisant le producteur local, nous soutenons l'emploi et encourageons le développement de notre économie.* »

Le principe de consigne a été remis au goût du jour. Les utilisateurs ont la possibilité de ramener les contenants usagés au magasin afin qu'ils partent en traitement et soient réutilisés pour les prochaines ventes. Les trois quarts des conditionnements sont adaptés au lavage. A ce jour, on peut estimer le taux de retour de conditionnement en magasin à 80%. « *Offrir un système de lavage de pots, diminue la dépense de carbone* » poursuit Fabien.

« *Nous nous inscrivons dans plusieurs objectifs de développement durable, écologique, social et économique. Des ateliers ont régulièrement lieu au sein du magasin également pour partager les façons de s'alimenter sainement et à moindre prix. Il est facile de faire un bon caddie sain et peu cher au Grand Marché Bio. Nous aimerions qu'à terme nos clients soient de plus en plus engagés dans cette démarche écologique qui vise à préserver notre environnement mais aussi à préserver notre santé.* »



Gamme de produit BIOPEYI et prestation traiteur et livraison TOUBOKO



## 3.5. Takari - La Fabrique du Dégrad

La Fabrique du Dégrad est le premier atelier associatif collaboratif de menuiserie en Guyane. Fondé en 2017, il réalise la conception de mobilier design éco-responsable depuis 2017 à partir de matériaux de récupération. « *Le point de départ pour nous était de trouver des solutions de recyclage pour les déchets industriels de Guyane car il existe peu de solutions locales. Nous nous sommes demandés ce que nous pouvions faire des pneus usagés, puis cela s'est élargi aux palettes et de fil en aiguilles à d'autres bois de Guyane et matériaux* » témoigne Gautier Victor le fondateur.



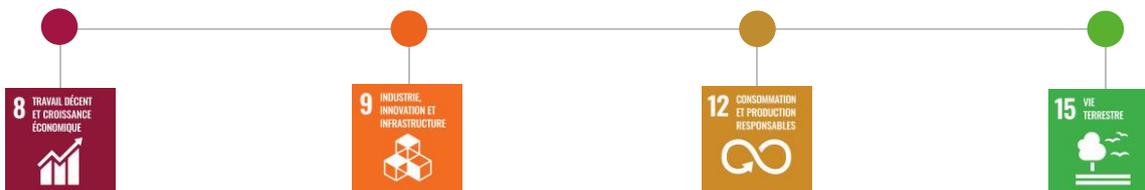
Gautier ayant suivi une formation en énergie et environnement, l'aspect écologique de la gestion des déchets a motivé son intérêt pour les Objectifs de développement durable. Il fallait donc trouver des solutions efficaces et responsables permettant dans un second temps de renforcer l'activité économique. C'est ainsi qu'il rencontra des partenaires menuisiers et artisans avec qui il s'est lancé dans la conception de mobilier de récupération en leur apportant un aspect design plutôt moderne.



L'un des objectifs de Takari est de développer économiquement le secteur de la récupération et du mobilier en Guyane. Un atelier associatif est en cours de développement sur le principe de « collocation partage » à Dégrad des Canes avec deux autres entrepreneurs : « *l'idée, c'est de ne pas garder cet atelier pour nous seuls, mais de l'ouvrir à tout le monde, particuliers et entreprises qui souhaitent avoir un lieu de travail où utiliser les machines. Ils auront à leurs côtés des professionnels qui les aideront et les encadreront sur l'utilisation de ces outils.* ». Dans le futur est également envisagé la mise en place d'ateliers qui proposeraient à une dizaine de personnes par session de pouvoir concevoir leurs propres meubles à partir de palettes de

récupération : « *C'est à la fois une façon ludique et conviviale de former mais aussi de créer du lien social et culturel grâce au partage de savoir-faire. Tout le monde ressort gagnant car ces échanges seront forcément formateurs sur tous les plans aussi bien pour les stagiaires que pour les professionnels. Chacun aura quelque chose à apporter à l'autre, l'un la technique et la méthodologie, l'autre sa sensibilité et ses connaissances également.* »

Pour le moment, l'atelier n'est pas ouvert au public, n'ayant été que récemment installé dans une friche industrielle, il est toujours en cours d'aménagement. Cependant il est d'ores et déjà possible de passer commandes et/ou de prendre contact en ligne avec Gautier. Une fois rendu accessible au grand public, celui-ci compte y ouvrir un showroom et un point de vente. S'investissant à la fois dans le développement économique guyanais, et trouvant ainsi une piste pour répondre aux problématiques des déchets (et des gîtes larvaires, facteurs importants des épidémies qui touchent régulièrement la Guyane : dengue, chikungunya, paludisme), Takari participe à différents comités de pilotage organisés par les collectivités sur ces questions essentielles et se positionne donc comme un acteur prometteur du développement durable.





# Annexes



## Photos

**Retrouvez** les photos de l'étape du Tour de France en Guyane



## Articles de presse

**Radio Guyane 1<sup>ère</sup> :**

- Reportage : [Le développement durable en question à Mana](#) – 28/06/2019

**Quotidien France Guyane :**

- [Le tour de Guyane des objectifs de développement durable commence](#) – 25/06/2019
- [Le développement durable, ce n'est pas que l'environnement](#) – 27/06/2019

**Magazine Outre Mers 360 :**

- [Développement durable : La Guyane inventorie ses projets de développement durable](#) – 27/06/2019

**Site de la collectivité territoriale de Guyane :**

- [Le Tour de France des Objectifs du développement durable](#)





## Le Comité 21, association nationale pour le développement durable

Né à la suite du Sommet de la Terre de RIO (92), le Comité 21 est l'association française pour le développement durable, qui réunit près de 400 adhérents (entreprises, collectivités, associations, institutionnels, établissements d'enseignement, citoyens et médias) dans l'esprit de l'ODD 17, incarné avant l'heure depuis près de 25 ans ! Anticiper, Accompagner, Transformer : le Comité 21 contribue à transformer la société vers un modèle durable en s'appuyant sur l'Agenda 2030 et les 17 Objectifs mondiaux du développement durable (ODD).

- **Anticiper les mutations** : la société doit aujourd'hui se préparer à de nombreuses mutations qu'elles soient environnementales, technologiques, démographiques ou encore réglementaires. Pour anticiper ces transformations, et mieux s'y adapter, le Comité 21 propose un décodage régulier des actualités, afin d'analyser les tendances et repérer les variables de rupture. Ce travail consiste à éclairer les décisions avant qu'elles ne deviennent inévitables.
- **Accompagner ses membres** : pour permettre aux acteurs d'adopter une démarche « proactive », le Comité 21 propose différents parcours d'accompagnement, intégrant un benchmark des outils et des bonnes pratiques, des méthodes d'intelligence collective, des expérimentations et du passage à l'acte. En parallèle, le Comité 21 propose des formations courtes, disponibles en inter ou intra, ainsi qu'une offre d'accompagnement sur-mesure.
- **Transformer la société** : le Comité 21 anime un Comité de prospective, réunissant les grandes composantes de la société française. Ces acteurs débattent librement, dans une enceinte neutre, des questions qui traversent la société d'aujourd'hui et qui dessinent celle de demain. Ils répondent à l'ambition d'analyser, pour mieux les prévenir, les risques de rupture au sein de la société. Ce Comité de prospective formule des recommandations, destinées aux décideurs publics et privés.

# Avec le soutien



**Paris**  
102, avenue des Ternes  
75017 Paris  
Tél. : 01 55 34 75 21

**Réseau Grand Ouest**  
3, Bd de la Loire  
44200 Nantes  
Tél. : 02 28 20 60 80

[www.comite21.org](http://www.comite21.org)

